

Lettre d'information décembre 2019 N°3

1. Etat des actions en cours

Le modèle initial de relation directe avec une entreprise et des personnes migrantes se poursuit, mais a été élargi avec deux opérations collectives. Le **25 octobre** nous avons participé à un *Job dating* organisé avec la Chambre de Commerce à Nantes. **24 entreprises, 40 migrants** et déjà 5 embauches (cela prend du temps).

La seconde opération a eu lieu le **11 décembre** au soir, dans le centre d'hébergement Mellinet géré par l'association Aurore. Nous y avons rencontré plus de 40 réfugiés et leur avons présenté une dizaine de projets d'emploi (13 bénévoles mobilisés pour l'occasion). Les mises en relation avec les entreprises vont suivre, pour ceux qui parlent suffisamment bien le français.

Au total plus de **40 personnes migrantes** ont signé un contrat de travail depuis le lancement de nos actions en septembre 2018. Quelques-unes sont reparties ou n'ont pas été gardées.

2. Le réseau

Les domaines d'activité s'élargissent, après la logistique, l'agriculture et l'agroalimentaire, des projets sont en cours dans le bâtiment, nettoyage, imprimerie. Un hôtel de Clisson a recruté au *Job dating*. Un groupe de bénévoles a pris en charge les relations avec des agences d'intérim.

Nous sommes désormais en relation avec une vingtaine d'entreprises et autant d'associations.

Assemblée générale ouverte aux partenaires jeudi 19 mars 2020. Notez la date.

3. Nos moyens

Les effectifs des bénévoles se renforcent progressivement, au rythme d'un ou deux nouveaux bénévoles par mois. Nous sommes maintenant **35 bénévoles actifs**, qui se réunissent tous les mois pour faire le point des actions.

Des aides publiques nous ont été accordées par le Département et la Direccte, qui ont permis de lancer le **recrutement d'un chargé de mission** pour prendre en charge la coordination technique des actions. Mise en place prévue début 2020.

Pour pérenniser ce poste, nous lançons la recherche de financements privés auprès de fondations et d'entreprises, l'association étant reconnue d'utilité publique (défiscalisation partielle des dons).

4. Le logement

Les difficultés de recrutement, base de notre action, sont d'autant plus fortes que les entreprises sont loin de la ville, ce qui pose des problèmes de transport et de logement, surtout avec des emplois en 2x8 ou 3x8.

Nous avons pu initier à St-Etienne-de-Montluc un dispositif qui pourrait être développé : des familles ont accepté de loger gratuitement, pendant les premiers mois du contrat, les nouveaux salariés embauchés par une entreprise de la place. Le temps pour eux d'être confirmés dans leur emploi et de chercher une location ou d'acquérir un moyen de transport. Une nouvelle dimension de la solidarité.

Pour le transport, nous avons lancé une recherche de partenariats.